

Le président italien torpille la formation d'un gouvernement

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 28 mai 2018

Source [Le Salon Beige] Pressenti pour former un gouvernement, Giuseppe Conte [s'est heurté au veto](#) du président Sergio Mattarella (photo), qui a refusé la nomination de l'eurosceptique Paola Savona au ministère de l'Économie. Le professeur Conte a pris acte de ce refus en renonçant à former un gouvernement.

Devant l'impasse, le Président Mattarella a déclaré qu'il n'envisageait pas d'organiser des élections avant d'avoir obtenu un «vote clair» du Parlement. Aussi a-t-il convoqué pour lundi matin au Quirinal le directeur d'un observatoire sur les comptes publics, l'économiste Carlo Cottarelli, **ancien Commissaire à la dépense publique**. En 1988, il travaillait pour le FMI... Il devrait le charger de constituer un gouvernement «neutre». S'il n'a, à première vue, aucune chance d'obtenir la confiance du Parlement, il pourrait expédier les affaires courantes **et organiser de nouvelles élections pour l'automne prochain**.

La Ligue et le M5S ont accusé le chef de l'État de trahir le vote des Italiens. Matteo Salvini, patron de La Ligue, a accusé le chef de l'État d'avoir «injustement barré la route à un homme qui avait pour seul tort d'avoir trop défendu les intérêts des Italiens».

"Nous ne serons plus jamais les larbins de personne. L'Italie n'est pas une colonie, nous ne sommes pas les esclaves des Allemands ou des Français, du spread (l'écart entre les taux d'emprunt à dix ans allemand et italien, ndlr) ou de la finance". "Les Italiens d'abord. Moi je ne lâche rien".

Luigi Di Maio, patron du M5S, [a parlé](#) d'un choix «incompréhensible» de la part du président Mattarella:

«L'Italie est souveraine. On ne peut empêcher un gouvernement du changement. Je suis très en colère.» "Nous étions prêts à gouverner et on nous a dit non, parce que le problème est les que les agences de notation dans toute l'Europe étaient inquiètes à cause d'un homme qui allait devenir ministre de l'Economie". **"Alors disons-le clairement qu'il est inutile d'aller voter, puisque les gouvernements ce sont les agences de notation, les lobbies financier et bancaire qui les font. Toujours les mêmes"**.

D'après les derniers [sondages](#), **de nouvelles élections pourraient profiter à la Ligue**, qui a remporté 17% des voix en mars, tandis que le M5S consoliderait sa base, mais ne permettraient pas de sortir de l'impasse.

Pressenti pour former un gouvernement, Giuseppe Conte [s'est heurté au veto](#) du président Sergio Mattarella (photo), qui a refusé la nomination de l'eurosceptique Paola Savona au ministère de l'Économie. Le professeur Conte a pris acte de ce refus en renonçant à former un gouvernement.

Devant l'impasse, le Président Mattarella a déclaré qu'il n'envisageait pas d'organiser des élections avant d'avoir obtenu un «vote clair» du Parlement. Aussi a-t-il convoqué pour lundi matin au Quirinal le directeur d'un observatoire sur les comptes publics, l'économiste Carlo Cottarelli, **ancien Commissaire à la dépense publique**. En 1988, il travaillait pour le FMI... Il devrait le charger de constituer un gouvernement «neutre».

S'il n'a, à première vue, aucune chance d'obtenir la confiance du Parlement, il pourrait expédier les affaires courantes **et organiser de nouvelles élections pour l'automne prochain.**

La Ligue et le M5S ont accusé le chef de l'État de trahir le vote des Italiens. Matteo Salvini, patron de La Ligue, a accusé le chef de l'État d'avoir «injustement barré la route à un homme qui avait pour seul tort d'avoir trop défendu les intérêts des Italiens».

"Nous ne serons plus jamais les larbins de personne. L'Italie n'est pas une colonie, nous ne sommes pas les esclaves des Allemands ou des Français, du spread (l'écart entre les taux d'emprunt à dix ans allemand et italien, ndlr) ou de la finance". "Les Italiens d'abord. Moi je ne lâche rien".

Luigi Di Maio, patron du M5S, [a parlé](#) d'un choix «incompréhensible» de la part du président Mattarella:

«L'Italie est souveraine. On ne peut empêcher un gouvernement du changement. Je suis très en colère.» "Nous étions prêts à gouverner et on nous a dit non, parce que le problème est les que les agences de notation dans toute l'Europe étaient inquiètes à cause d'un homme qui allait devenir ministre de l'Economie". **"Alors disons-le clairement qu'il est inutile d'aller voter, puisque les gouvernements ce sont les agences de notation, les lobbies financier et bancaire qui les font. Toujours les mêmes".**

D'après les derniers [sondages](#), **de nouvelles élections pourraient profiter à la Ligue**, qui a remporté 17% des voix en mars, tandis que le M5S consoliderait sa base, mais ne permettraient pas de sortir de l'impasse.

Pressenti pour former un gouvernement, Giuseppe Conte [s'est heurté au veto](#) du président Sergio Mattarella (photo), qui a refusé la nomination de l'euroscéptique Paola Savona au ministère de l'Économie. Le professeur Conte a pris acte de ce refus en renonçant à former un gouvernement.

Devant l'impasse, le Président Mattarella a déclaré qu'il n'envisageait pas d'organiser des élections avant d'avoir obtenu un «vote clair» du Parlement. Aussi a-t-il convoqué pour lundi matin au Quirinal le directeur d'un observatoire sur les comptes publics, l'économiste Carlo Cottarelli, **ancien Commissaire à la dépense publique.** En 1988, il travaillait pour le FMI... Il devrait le charger de constituer un gouvernement «neutre». S'il n'a, à première vue, aucune chance d'obtenir la confiance du Parlement, il pourrait expédier les affaires courantes **et organiser de nouvelles élections pour l'automne prochain.**

La Ligue et le M5S ont accusé le chef de l'État de trahir le vote des Italiens. Matteo Salvini, patron de La Ligue, a accusé le chef de l'État d'avoir «injustement barré la route à un homme qui avait pour seul tort d'avoir trop défendu les intérêts des Italiens».

"Nous ne serons plus jamais les larbins de personne. L'Italie n'est pas une colonie, nous ne sommes pas les esclaves des Allemands ou des Français, du spread (l'écart entre les taux d'emprunt à dix ans allemand et italien, ndlr) ou de la finance". "Les Italiens d'abord. Moi je ne lâche rien".

Luigi Di Maio, patron du M5S, [a parlé](#) d'un choix «incompréhensible» de la part du président Mattarella:

«L'Italie est souveraine. On ne peut empêcher un gouvernement du changement. Je suis très en colère.» "Nous étions prêts à gouverner et on nous a dit non, parce que le problème est les que les agences de notation dans toute l'Europe étaient inquiètes à cause d'un homme qui allait devenir ministre de l'Economie". **"Alors disons-le clairement qu'il est inutile d'aller voter, puisque les gouvernements ce sont les agences de notation, les lobbies financier et bancaire qui les font. Toujours les mêmes".**

D'après les derniers [sondages](#), **de nouvelles élections pourraient profiter à la Ligue**, qui a remporté 17% des voix en mars, tandis que le M5S consoliderait sa base, mais ne permettraient pas de sortir de l'impasse.

Pressenti pour former un gouvernement, Giuseppe Conte [s'est heurté au veto](#) du président Sergio Mattarella

(photo), qui a refusé la nomination de l'eurosceptique Paola Savona au ministère de l'Économie. Le professeur Conte a pris acte de ce refus en renonçant à former un gouvernement.

Devant l'impasse, le Président Mattarella a déclaré qu'il n'envisageait pas d'organiser des élections avant d'avoir obtenu un «vote clair» du Parlement. Aussi a-t-il convoqué pour lundi matin au Quirinal le directeur d'un observatoire sur les comptes publics, l'économiste Carlo Cottarelli, **ancien Commissaire à la dépense publique**. En 1988, il travaillait pour le FMI... Il devrait le charger de constituer un gouvernement «neutre». S'il n'a, à première vue, aucune chance d'obtenir la confiance du Parlement, il pourrait expédier les affaires courantes **et organiser de nouvelles élections pour l'automne prochain**.

La Ligue et le M5S ont accusé le chef de l'État de trahir le vote des Italiens. Matteo Salvini, patron de La Ligue, a accusé le chef de l'État d'avoir «injustement barré la route à un homme qui avait pour seul tort d'avoir trop défendu les intérêts des Italiens».

"Nous ne serons plus jamais les larbins de personne. L'Italie n'est pas une colonie, nous ne sommes pas les esclaves des Allemands ou des Français, du spread (l'écart entre les taux d'emprunt à dix ans allemand et italien, ndlr) ou de la finance". "Les Italiens d'abord. Moi je ne lâche rien".

Luigi Di Maio, patron du M5S, [a parlé](#) d'un choix «incompréhensible» de la part du président Mattarella:

«L'Italie est souveraine. On ne peut empêcher un gouvernement du changement. Je suis très en colère.» "Nous étions prêts à gouverner et on nous a dit non, parce que le problème est les que les agences de notation dans toute l'Europe étaient inquiètes à cause d'un homme qui allait devenir ministre de l'Economie". **"Alors disons-le clairement qu'il est inutile d'aller voter, puisque les gouvernements ce sont les agences de notation, les lobbies financier et bancaire qui les font. Toujours les mêmes"**.

D'après les derniers [sondages](#), **de nouvelles élections pourraient profiter à la Ligue**, qui a remporté 17% des voix en mars, tandis que le M5S consoliderait sa base, mais ne permettraient pas de sortir de l'impasse.